



Maison de l'Europe de Paris



FranceSoir

■ Quel avenir pour l'Europe de la défense ?

Serpent de mer de la construction européenne, l'Europe de la défense peine à séduire les gouvernements des Etats-membres et à se développer pour parer aux nouvelles menaces. Pour répondre à ces problématiques, la Commission a annoncé la création d'un Fonds européen de défense.

"L'Europe ne peut pas faire preuve de naïveté et doit prendre en charge sa propre sécurité. Etre une puissance douce ne suffit plus, lorsque la force peut prévaloir sur le droit", annonçait en mars la Commission européenne dans son livre blanc sur l'avenir de l'Union européenne. Signe de l'intérêt croissant pour cette question, le 7 juin dernier la Commission a également annoncé la création d'un Fonds européen de défense et publié un document de réflexion sur l'avenir de la défense européenne, proposant différents scénarios concrets pour le projet européen en matière de sécurité et de défense afin de répondre aux enjeux actuels et futurs.

De nouvelles réalités à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'Union européenne conduisent les Etats européens à repenser leur stratégie de défense. Menaces à l'est des frontières, attaques terroristes et criminelles, exacerbation des rivalités régionales et augmentation du nombre de victimes civiles et de réfugiés affluant en Europe modifient les dynamiques en place. En seulement quatre ans, la sécurité est ainsi devenue un enjeu majeur. Selon une étude de l'Eurobaromètre, il s'agissait en 2016 de la première préoccupation des citoyens européens que ce soit pour l'immigration (48%) ou le terrorisme (39 %).

Le contexte international change aussi la donne. La position ambiguë de Donald Trump vis-à-vis de l'Otan force les Européens à repenser les relations transatlantiques. Tout d'abord il a qualifié l'Alliance d'"obsolète" durant sa campagne, refusant par la suite de s'engager explicitement sur l'obligation de soutien défensif collectif qui lie les membres entre eux en cas d'attaque. Mais, dans le même temps, il a exhorté les pays européens à investir d'avantage d'argent dans les forces de l'Otan. Par ailleurs, la proximité du nouveau Président américain avec Vladimir Poutine inquiète plusieurs Etats de l'est de l'Europe, traditionnellement pro-Otan. L'UE est donc appelée à prendre en main sa propre sécurité.

Premier problème à résoudre: la fragmentation du marché européen de la défense. Par exemple, la Commission européenne souligne que "l'UE dispose de 178 systèmes d'armes différents contre 30 pour les Etats-Unis". Il s'agit donc de favoriser la mise en commun des ressources, et de rationaliser les dépenses. Cela permettrait d'économiser au moins 30 milliards d'euros par an dans des doubles emplois et aiderait l'Europe à s'affirmer davantage sur la scène internationale, l'UE étant déjà au deuxième rang mondial pour les dépenses militaires. Il ne s'agit donc pas seulement de dépenser plus, mais surtout de dépenser mieux ensemble.



Maison de l'Europe de Paris

Partant de ces différents constats, le Document de réflexion sur l'avenir de la défense européenne de la Commission propose différentes pistes pour aller vers une union de la sécurité et de la défense. Tout d'abord, il souligne que la solidarité entre les Etats membres pourrait être renforcée par une intégration poussée des forces de défense et une interconnexion des intérêts de sécurité nationale (lutte contre les cyber-attaques, la criminalité organisée, le terrorisme ou le blanchiment d'argent). Cela permettrait de faciliter l'échange des informations, de développer une force armée disponible de manière permanente qui agirait en coopération avec l'Otan, ainsi qu'une force européenne de protection civile pour assurer une meilleure protection des Etats membres.

Pour cela, la Commission européenne va mettre en place un Fonds européen de défense. Celui-ci financera la recherche et le développement, et soutiendra l'industrie européenne de la défense, notamment les petites et moyennes entreprises pour créer un marché unique de la défense. Les avantages pourraient être multiples: mise en commun des connaissances, baisse des doubles emplois... Selon la Commission ce fonds serait tout d'abord doté de 90 millions d'euros jusqu'à fin 2019 puis d'ici 2020 de plusieurs milliards d'euros par an.

La première étape est donc lancée pour construire une Europe de la Défense à l'horizon 2025. Toutefois, celle-ci dépendra du degré d'engagement des États-membres. Pour l'instant, le projet semble satisfaire les chefs d'États et de gouvernements. Réunis le 22 juin à Bruxelles, ils ont promis de "renforcer la coopération au sein de l'UE en matière de sécurité extérieure et de défense de manière à protéger l'Union et ses citoyens et à contribuer à la paix et à la stabilité dans son voisinage et au-delà". Pour autant, la sortie du Royaume-Uni, parmi les plus gros budgets militaires en Europe, de l'Union européenne pose question. Car sans la présence de cet acteur majeur des relations internationales (forte implication dans l'Otan, siège permanent à l'Onu...), le poids d'une véritable Europe de la défense risque d'être amoindri.

Article rédigé par le Centre d'information Europe Direct de la Maison de l'Europe de Paris et publié par France-Soir le 02/08/2017

Maison de l'Europe de Paris

Association régie par la loi de 1901, créée en 1956 et reconnue d'utilité publique.
29, avenue de Villiers 75 017 Paris • Tél +33 (0)1 44 61 85 85
www.paris-europe.eu • maison-europe@paris-europe.eu
📍 Maison de l'Europe de Paris 📧 @MdEuropeParis

